



REVUE DE PRESSE
SUD OUEST ET CHARENTE LIBRE
DU 12 MARS 2015



La Maison départementale des personnes handicapées fait partie des structures que le Département finance. En tout, le handicap représente une enveloppe de 47 millions d'euros.

Photo Phil Mesleot

■ Avec une enveloppe de 240 millions d'euros, le social représente plus de la moitié du budget du Département ■ Un lourd mais utile investissement pour tous les partis en lice pour les Départementales.

Le social, cette chère priorité du Département

Benoît CAURETTE
b.caurette@charentelibre.fr

Deux cent quarante millions d'euros. 52% du budget du Département à lui tout seul. Le social pèse lourd en Charente. Très lourd, même. Mais «pas plus qu'ailleurs» coupe d'emblée la PS Janine Guinandie, présidente sortante de la Commission de l'enfance, de la famille et de l'insertion et candidate à sa succession dans le canton Ma Campagne-Soyaux. «C'est partout une préoccupation majeure des départements. Tout simplement parce que ça répond à une réalité: c'est la vie des gens. Chacun aura à un moment donné recours aux dispositifs d'aides, de la protection infantile jusqu'aux mesures pour les personnes âgées et handicapées.» Alors inévitablement, l'équipe qui émergera après le second tour du 29 mars devra faire avec. Il ne se trouve d'ailleurs personne pour le contester, pas même le Front National qui est toutefois bien en peine de s'empêcher d'agiter le chiffon rouge des «fraudeurs» (lire en encadré). «Le Département est le bon échelon de proximité pour mettre en œuvre la solidarité» assure Jean-Marie Juddé, le conseiller général qui passe la main après dix ans

passés à coordonner la politique départementale en matière de personnes âgées et de personnes handicapées. «Et puis de toute façon, c'est la loi» acquiesce François Bonneau, chef de file de l'opposition de droite. «95% des politiques en la matière nous sont imposées» confirme Janine Guinandie. «52% du budget, c'est une proportion raisonnable, dit encore François Bonneau. Il n'y a pas de zèle en la matière.»

Le RSA, 80% du budget insertion

Mais quand même un problème à ses yeux: «Les dépenses évoluent trop vite et l'État se désengage trop. Dans tous les départements, ça coïncide, parce que ça a forcément un impact sur le reste des investissements. Aux législateurs de reprendre la main pour éviter une augmentation de ces investissements que nous ne pourrions supporter.» Lui par exemple est favorable à la «nationalisation du revenu de solidarité active.» Le RSA dont bénéficient 8.110 Charentais pèse 57 millions d'euros dans les comptes du Département. C'est 80% de son budget insertion. Un quart de son enveloppe «solidarités», aussi. Des chiffres à manipuler «avec précaution», pour la direction des solidarités, en cela qu'ils incluent

«On ne laisse pas les gens mariner trop longtemps dans ces dispositifs.»

près de 1.200 bénéficiaires de l'ancienne aide aux parents isolés. «Les ex-RMI classiques représentent 6.700 personnes et puis il faut bien considérer que ces bénéficiaires fluctuent.» Janine Guinandie y tient: «Il y a clairement une politique volontariste, celle de ne pas laisser les gens mariner trop longtemps, si j'ose dire, dans ces dispositifs sans au moins leur offrir des possibilités de formations, l'accès à un chantier d'insertion, etc.»

Encore plus pour le maintien à domicile des seniors

Pour le reste, «dans un département vieillissant comme la Charente, on ne pourra pas faire autrement que de mettre le paquet en faveur des personnes âgées et plus exactement dans leur maintien à domicile, chaque fois que ce sera possible» considère Christo-

phé Gillet, tête de liste FN aux Départementales de ce mois-ci. «Ce sera l'une de nos priorités, si nous sommes élus», jure-t-il. Et une préoccupation pour tous les autres candidats, quelle que soit leur sensibilité. «J'espère bien qu'on va continuer ce qui a été fait depuis dix ans», souhaite Jean-Marie Juddé. En faveur de l'autonomie et du traitement de la dépendance. «Depuis 2004, nous avons beaucoup fait dans ces domaines, nous avons par exemple investi 26,5 millions d'euros pour restructurer des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes. Et pour le maintien des personnes âgées à domicile, cette année encore, ce sont plusieurs millions d'euros qui sont budgétisés.»

Avec l'émergence des grandes régions, le développement des intercommunalités, les nouvelles missions des Départements s'axeront principalement autour des solidarités qui emploient, rappelons-le, quelque 750 équivalents temps plein au Département et génère pas loin de 3.000 emplois indirects. Après les transferts de compétences, on peut donc imaginer une révision de la répartition des enveloppes qui soit plus favorable au social. Qui compense davantage les augmentations probables dans ce secteur, en ces temps de marasme économique.

Le FN veut «plus de contrôles»

«Difficile de commenter des chiffres sans les avoir sous les yeux.»

Christophe Gillet, le numéro un du FN en Charente, soucieux - sans trop d'illusions - de conquérir le Département avec ses troupes, veut éviter les interprétations hâtives. Mais quand on lui parle du RSA, il dit tout de suite qu'il y a ici «des économies à faire». Les 8.100 allocataires du département comptent, selon lui, «trop de fraudeurs» que le FN voudrait remettre au pas. «C'est un genre de vol, de l'escroquerie. Il faut plus de contrôles, assène le secrétaire départemental du parti Bleu Marine. Pas des contrôles où l'on prévient quinze jours avant les gens qu'on va venir chez eux, des vérifications inopinées avec le recours à la force publique s'il le faut.» Or pour Janine Guinandie, vice-présidente sortante du Département en charge de l'insertion, «les contrôles existent déjà et le phénomène de fraude reste très à la marge. On ne distribue évidemment pas d'argent comme ça, on fait signer aux gens un contrat d'engagement réciproque. On attend évidemment un retour, que les bénéficiaires respectent les lois et les rendez-vous. Si ces conditions ne sont pas remplies, on suspend les allocations à hauteur de 20%. Et si la situation perdure, les dossiers les plus sensibles passent en commission. Quand le cas le nécessite, on demande à la CAF d'effectuer des contrôles. Mais encore une fois, ça reste très marginal.»

La présidence de la CDC se ligue contre Bernard Mauzé

«La confiance» est rompue et sa destitution envisagée. Les propos du premier vice-président de la CDC ont indigné ses collègues.

Stéphane URBAJTEL
s.urbaitel@charentelibre.fr

Sur la photo de famille, il ne manque que lui. Normal, il est dans le collimateur. Bernard Mauzé, premier vice-président de la communauté de communes (CDC) de Grande-Champagne et maire de Gensac, n'a plus la confiance de Véronique Marendat, la numéro un de la CDC, ni de tous les autres vice-présidents de la collectivité. Hier, l'équipe dirigeante a souhaité clamer son indignation après la petite phrase prononcée par l'élu en charge des affaires économiques. Dans *CL* Bernard Mauzé, montré du doigt lors du conseil de lundi soir dans l'épineuse affaire du quartier du Plassin à Gensac, a accusé Véronique Marendat d'avoir mis ce dossier à l'ordre du jour pour des raisons politiques.

«Une forme de paranoïa»

«Au premier jour de la campagne des départementales [il est candidat NDLR], c'est ce qu'on appelle une opération d'intoxication et de manipulation», a-t-il déclaré.

Pour ses collègues, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. «Choquant»; «Inadmissible»; «Calomnieux»; «Stupide», les élus multiplient les adjectifs pour dénoncer les propos du maire de Gensac. Alors que la présidence affirme travailler en bonne intelligence et dans la concorde, Bernard Mauzé par de telles déclarations «véhicule une sale image de la CDC».

S'ils le clament de manière aussi



La présidente et quatre vice-présidents sur cinq. Unis pour dénoncer l'attitude de Bernard Mauzé.

Photo SU

ferme aujourd'hui, c'est parce que cette attitude, étalée au grand jour, est décrite comme une habitude, depuis un an, dans le secret des bureaux restreints. Bernard Mauzé «n'a pas l'esprit communautaire» (Gérard Faurie, maire d'Angeac); «Il trouve tous les prétextes pour en découdre» (Michel Fougère, maire de Criteuil); «Il est tout le temps persuadé qu'on est contre Gensac» (Rémy Briault, Salles-d'Angles). Véronique Marendat confirme et parle carrément «d'une forme de paranoïa».

«C'est maladif», disent les autres

vice-présidents qui rapportent que dans un bureau récent, il a affirmé que «la guerre est déclarée».

«Bernard Mauzé considère en public qu'il n'est pas compliqué de trouver des solutions dans l'affaire du Plassin. Il oublie de dire que les problèmes c'est lui qui les crée», dit encore Véronique Marendat. Un vent de fronde suffisamment grave pour en arriver à la destitution du premier vice-président? «C'est un sujet dont nous avons déjà parlé ensemble. Et nous en reparlerons après les élections départementales», envisage la présidente.

Peinture à Châteaubernard. Exposition des peintures acryliques de Pierre Jactat (lauréat du prix du public 2013 «Rendez-vous des Peintres de chez nous», prix spécial du jury 2014 «Couleurs de l'Antenne»). Vernissage à 17h30. Salle d'exposition de la médiathèque, 2, rue de la Commanderie, de 14h à 18h. Entrée gratuite.



Les deux Rafale assurent une mission de sûreté aérienne. Ils vont survoler Cognac jusqu'à mardi prochain.

Photo archives Christophe Barraud

Des avions Rafale déchirent le ciel du Cognacais

Les Charentais sont nombreux à les avoir entendus hier déchirer le ciel. Le colonel Étienne Faury, commandant de la base aérienne (BA) 709 de Châteaubernard, prévient que deux avions Rafale vont survoler le Cognacais jusqu'à mardi prochain. En raison de travaux sur les bases aériennes de Mont-de-Marsan,

deux équipages – deux pilotes et six mécaniciens – assurent leur mission de sûreté aérienne depuis la BA 709. Un vol quotidien est prévu, mais les deux appareils, constamment en alerte, peuvent décoller à tout instant pour porter assistance à un avion en difficulté ou pour intercepter un autre en infraction.

Passé d'armes en règle au conseil municipal de Châteaubernard

Julie KOCH
j.koch@charentelibre.fr

On pensait l'ambiance apaisée au conseil municipal de Châteaubernard, il n'en est rien. Pierre-Yves Briand, le maire et candidat aux élections départementales, et Jean-Claude Fayemendie, ancien maire et chef de file de l'opposition, se sont invectivés durant plus d'une heure mardi soir. La séance avait pourtant commencé sous de bons auspices avec la présentation du budget 2015 par Michel Damy. Avec une situation d'ensemble saine – 708.000€ d'excédent de fonctionnement –, une pression fiscale faible – les taux des taxes foncières et d'habitation n'augmenteront pas – et une forte capacité d'autofinancement, la commune clôt son exercice 2014 dans le vert. Elle prévoit d'investir près de 3 millions d'euros sur l'année à venir.

Festival de répliques

Malgré ce bon constat, Jean-Claude Fayemendie a regretté que les chiffres de son propre mandat ne soient pas cités. «J'aimerais qu'on ne passe pas la nuit sur ce qu'il s'est passé il y a dix ans», l'a repris le maire. «Depuis que vous êtes là, vous avez imposé une petite dictature», s'est



Le ton est monté en fin de conseil entre Jean-Pierre Doublet (debout à gauche) et Jean-Claude Fayemendie (à droite avec la cravate rouge).

Photo CL

vexé son interlocuteur. Et de poursuivre, «Vous avez mis l'accent sur le festif avec le Castel au détriment de la voirie. Notre commune est laissée à l'état d'abandon». «Il y a des limites à la mauvaise foi», a rétorqué Pierre-Yves Briand. «C'est le candidat aux cantonales qui parle? Ou le maire?», s'est-il vu répondre. «Vous êtes d'une malhonnêteté flagrante, vous ne pouvez pas vous en empêcher!». Le festival de répliques s'est poursuivi pendant près d'une heure, parfois ponctué par les rires et les cris d'indignation de l'assistance. Ce qui a eu le don d'agacer Jean-Claude Fayemendie, qui a demandé au maire de «calmer son fan-club», après avoir traité un peu plus tôt l'élue Bernadette Lanceron de «chienne de garde» et le

maire de «petit candidat», pour qui il éprouve «une sorte de pitié politique». Il s'est gargarisé de sa gestion passée de la commune «en bon père de famille. Je souhaite à tous ceux qui sont là d'avoir ma situation financière personnelle». Et a accusé l'équipe actuelle de ne pas alléger la pression fiscale. «Et vous, pourquoi ne l'avez-vous pas fait alors que vous avez fini votre mandat avec 5 millions d'euros d'excédent?», a lancé l'adjoint Éric Liaud. «On ne va pas faire mon bilan...», s'est borné à répondre Jean-Claude Fayemendie. Tollé dans la salle. Le conseil s'est terminé sur une dizaine de questions diverses et sur une dernière passe d'armes entre l'opposant et l'élue Jean-Pierre Doublet.

Braderie solidaire du Secours Populaire samedi



Claudine Poncy (à gauche) et Madeleine Rouhier sont prêtes pour samedi.

Photo CL

La nouvelle antenne du Secours Populaire français (SPF), ouverte en novembre, organise une braderie solidaire ce samedi de 10h à 16h. Au menu: vente de meubles neufs de cuisine ou de salle de bains, mais aussi vêtements neufs ou d'occasion, produits d'hygiène, vaisselle, linges de maison... L'animation a lieu dans les locaux de l'ancienne crèche communale «Les Souris Vertes», situés rue Jean-et-Pierre Bienassis.

«C'est une braderie pour se faire connaître», précisent en chœur Claudine Poncy, la responsable du local, et Madeleine Rouhier, membre de la fédération du Secours Populaire. Elles font partie des 200 bénévoles qui œuvrent en Charente sur neuf permanences d'accueil, regroupées autour de leur siège de la rue Souchet à Angoulême.

«C'est aussi pour nous un moment de l'année à ne pas manquer, qui s'inscrit dans le cadre d'une mobilisation au plan national des bénévoles du Secours Populaire, du 9 au 15 mars», ajoute

Madeleine Rouhier, citant les actions sociales d'urgence dans lesquelles les bénévoles s'investissent: écoute et orientation auprès des populations en détresse; aides alimentaires, de vestiaire et même financières directes en cas d'urgence décrétée par une commission. Un service nouveau prend forme pour faire partir en vacances enfants et familles.

«Depuis 70 ans, tout ce qui est humain est nôtre.» C'est la devise du SPF, créé en 1945, lisible en bas d'un écriteau affiché à l'entrée du local. «Il va de soi que nous recherchons toujours des bénévoles», affirme Claudine Poncy.

«La localisation de notre antenne de Châteaubernard reste un peu délicate. Nous allons flécher le parcours», s'inquiètent les deux dames. En gros, c'est en face de la salle communautaire de sport et de spectacle Jean-Monnet (1).

(1) Résidence Hameau des Neumiers
rue Jean-et-Pierre Bienassis, Bâtiment D, Entrée A1.
Contact au 06 00 40 36 87.

Réforme de l'enseignement : le collège ne doit plus être le maillon faible

Plutôt consensuelle, la réforme du collège applicable à la rentrée 2016 prévoit suivi personnalisé et travail en équipe, ainsi qu'une deuxième langue dès la 5e.



En cours de soutien numérique au collège Badinter de La Couronne, en Charente, on a anticipé la réforme. ©
photo anne lacaud

- C'est très probablement la dernière grande réforme éducative du quinquennat, avant celle des nouveaux programmes en préparation. Et pas n'importe laquelle. Le collège est considéré depuis longtemps comme le maillon faible de l'Éducation nationale. Le niveau sur lequel se fracassent les élèves en difficulté dès le primaire. Il rejette dans la nature des dizaines de milliers de jeunes sans diplôme et en fait partir autant dans des voies de garage. Le collège symbolise en fait l'échec scolaire.

Publicité

La réforme de Najat Vallaud-Belkacem, applicable à la rentrée 2016, était donc très attendue. Une nouvelle fois, la ministre s'est montrée habile pour contourner l'obstacle. Elle a choisi un compromis entre deux camps.

D'un côté, les partisans d'une restructuration complète du collège pour en faire le prolongement de l'école, en finir donc avec l'apprentissage par discipline et le considérer comme le lieu de validation des compétences des élèves. Une école du socle commun de connaissances de la primaire à la troisième en somme.

En face, on trouve un camp plus conservateur, soucieux de préserver l'apprentissage par disciplines, et qui préfère les notes à la validation d'un socle.

Croiser les disciplines

Le nouveau collège sera une voie médiane entre ces deux visions. Il reste un collège unique, « mais pas uniforme », selon l'expression de la ministre. Il commence par l'invention d'un nouvel acronyme, l'EPI pour « enseignements pratiques interdisciplinaires ». Il s'agit d'un temps de travail de 20 % du total, prévu en 5e, 4e et 3e, autour d'une pédagogie par projet, en petits groupes, et qui croise les disciplines, avec une certaine liberté pédagogique.

Les thématiques de ces EPI sont dans l'air du temps : « développement durable », ou encore : « monde économique et professionnel »...

Les langues anciennes s'inscriront aussi dans ce cadre, ce qui inquiète les défenseurs du latin. Ils imaginent la version noyée dans ce grand ensemble un peu flou.

À cela s'ajoute la mesure la plus consensuelle, celle de l'accompagnement personnalisé pour tous. La réforme prévoit trois heures par semaine pour les élèves de 6e, et au moins une heure hebdomadaire de la 5e à la 3e. Ainsi qu'une pause de midi d'au moins une heure et demie pour se reposer. Le tout va évidemment nécessiter des moyens, c'est-à-dire 4 000 postes supplémentaires, a annoncé Najat Vallaud-Belkacem, pour 7 000 collèges publics et privés.

Deuxième langue plus tôt

Un effort d'autant plus nécessaire que la réforme prévoit enfin l'apprentissage d'une deuxième langue vivante dès la cinquième, alors qu'elle débute en quatrième aujourd'hui. Sauf dans le cas d'autres dispositifs comme les sections bilingues ou internationales. Ces derniers devraient d'ailleurs être amenés à disparaître. « Tout le monde sait qu'ils sont devenus des moyens pour sélectionner

les bons élèves et contourner la carte scolaire », indique un représentant de la FCPE. Des collèges de grandes villes comme Bordeaux pratiquent cette sélection qui ne dit pas son nom et affichent évidemment de très bons résultats.

Mais d'autres établissements choisissent au contraire de s'intéresser aux élèves qui échouent. Ils ont peut-être inspiré la ministre.

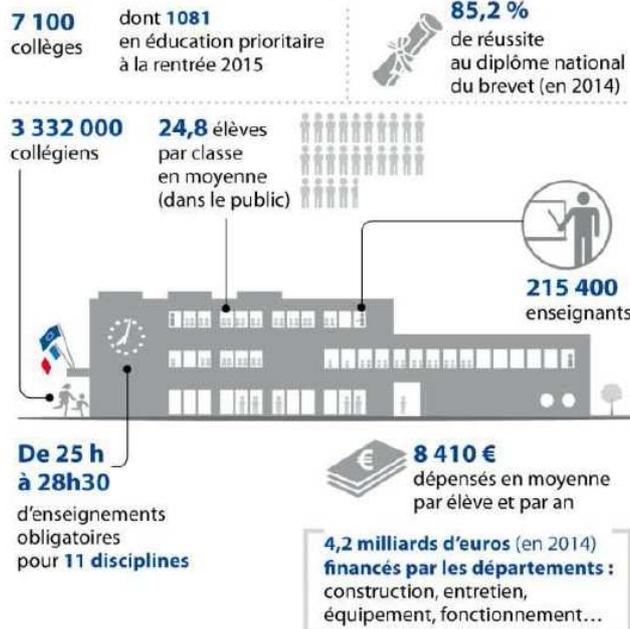
À Bordeaux, Clithène, dans le quartier populaire du Grand-Parc, a mis en place des horaires et une organisation différentes, avec un travail en équipe renforcé. Les résultats obtenus, par rapport au profil des élèves, sont assez encourageants.

En Charente, le collège Badinter de La Couronne, dans l'agglomération angoumoisine, applique un système prôné par le syndicat Snaic. En 5e comme en 4e, dans les principales matières (français, mathématiques, histoire et anglais), les élèves de l'établissement sont partagés en plusieurs groupes.

Les plus en difficulté ne sont pas plus de 18 mais les autres sont plus nombreux, afin que « cela ne coûte pas plus cher ». « Nous avons obtenu de vrais résultats. Les élèves sont vraiment motivés et réussissent mieux ainsi », assure Gilles Dessus, professeur d'histoire au collège Badinter.

Preuve que même sans réforme les idées ne manquent pas.

Les chiffres des collèges



La réforme du collège

Les nouveautés à la rentrée 2016



Réformer le collège, une équation difficile

On ne saurait reprocher à Najat Vallaud-Belkacem de s'occuper de réformer le collège, ce « maillon faible » de notre école. Certains parlent même d'un « trou noir » où des dizaines de milliers d'élèves trébuchent tous les ans pour aller, au final, grossir le bataillon des jeunes sortis sans diplôme d'un système scolaire où ils auront largement perdu leur temps. C'est dire si cet échelon mérite toute l'attention de la nation.

Alors d'où vient, en égrenant la nouvelle liste des changements envisagés, l'impression de déjà-vu ? Pourquoi éprouve-t-on un doute devant cette vision d'un collège renoué où des élèves, épanouis par le travail en petits groupes, dynamisés par un soutien scolaire généralisé et l'apprentissage

d'une seconde langue dès la 5^e, cingleraient vers la réussite sous la houlette d'enseignants remotivés par le travail en équipe et une nouvelle liberté pédagogique ?

Entendons-nous bien : les bonnes intentions du ministère de l'Éducation ne sont pas douteuses. Et les premières réactions syndicales et parentales ne sont pas négatives, ignorant même pour l'instant l'antienne sur le « manque de moyens ». Mais il faut prouver que les remèdes proposés pour sortir le collège de l'ornière sont à la hauteur du problème, surtout si l'on veut tenir à tout prix le cap du

« collège unique » choisi en 1975. Car, si la France a su accueillir tous les élèves, elle peine à les faire tous réussir, laissant 20 % d'entre eux au fond de la classe. Or, pour franchir cette étape décisive, il faut une révolution.

Elle commence au primaire, puisque 15 % des élèves ne maîtrisent pas les langages de base à l'entrée en sixième. Elle doit se poursuivre dans un collège repensé où la logique des idées avancées aujourd'hui et expérimentées çà et là – petits groupes, transversalité, autonomie, soutien, apprentissages concrets – doit être menée à son terme. Sinon, on restera au niveau du gadget.

Le dernier étage de la fusée, lui, ne dépend pas que de l'école. Celle-ci n'a pas, c'est heureux, été sacrifiée sur l'autel budgétaire. Mais, pour réussir sa mission dans un contexte où le diplôme ne paraît plus de prime abord suffisant pour éviter le chômage, elle a besoin que soit partout réaffirmée cette vérité que la réussite scolaire reste le meilleur rempart.

CHRISTOPHE LUCET

clucet@sudouest.fr



Pour franchir l'étape décisive de la réussite de tous les collégiens, il faudrait une révolution...

Tous des raisons d'y croire

ANGOULÊME 1 La droite espère ravir ce canton qui lui avait échappé de peu en 2011. La gauche doit faire avec une vrai-fausse primaire et le FN est en embuscade

BERTRAND RUIZ
bruz@sudouest.fr

Des quartiers de Basseau et Grande-Garenne aux contreforts viticoles de Fléac, Angoulême 1 n'est pas le canton le moins observé du département. Les uns (la droite) l'estiment prenable, les autres (la gauche) pensent qu'ils peuvent le conserver. Sans certitude trop ouvertement affichée. Parce qu'ici, on a affaire à un scrutin à plusieurs inconnues...

En 2011, David Comet, jeune attaché parlementaire de Jean-Claude Viollet, réussissait à succéder à Philippe Lavaud sur un canton que l'on appelait encore Angoulême-Ouest. En dépit d'un contexte national défavorable, le centriste Samuel Cazenave faisait toutefois frissonner la gauche jusqu'au bout : David Comet l'emportait de 125 voix à peine.

Charente en panne

Trois ans plus tard, au terme d'une campagne municipale réussie, Samuel Cazenave devenait le premier adjoint du maire d'Angoulême, Xavier Bonnefont. Attaché au secteur ouest depuis qu'il y fait campagne sur son nom, aux législatives de 2007, le candidat UDI, associé à Agnès Bel, conseillère municipale à Fléac, entend profiter de l'élan de mars 2014...

Soutenu par la droite et le centre, Cazenave déplore « une Charente en panne », en dépit d'atouts multiples. « Les campagnes électorales sont des moments de pédagogie et de dialogue », note celui qui se sent à l'aise dans l'exercice. Sur le terrain, le duo Cazenave-Bel s'applique donc à mettre en avant les qualités d'un terri-



toire, au cœur d'un département qui ne demanderait qu'à repartir du bon pied : bassin économique prometteur, présence du fleuve et de son poumon vert, regard vers la SNPE et ses 200 hectares disponibles. « Nous ne faisons pas de promesses qui ne pourraient pas être tenues », affirme-t-il, en appuyant sur la vocation sociale du Conseil général et la nécessité de miser sur l'insertion par l'économie.

Cœur à gauche

David Comet, son vainqueur de 2011, a des arguments à faire valoir. En équipe avec Nadine Villeneuve, de Fléac, le conseiller général PS sortant raconte comment il s'est investi « exclusivement » dans son mandat, en œuvrant dans les politiques liées au logement ou dans la lutte contre la précarité énergétique. « Depuis dix ans que nous sommes en place, nous avons administré ce département dans un souci de bonne gestion et de création de politiques innovantes. On a réussi à allier efficacité politique et efficacité budgétaire », défend David Comet.

Seul hic pour le duo soutenu par le PS et la majorité départementale, la candidature de Djillali Merioua.



David Comet et Nadine Villeneuve. PHOTO A. L.



Samuel Cazenave et Agnès Bel. PHOTO A. LACAUD



Djillali Merioua et Claudine Verneuil. PHOTOS C. LEVAIN



Christophe Gillet. PHOTO S. CARBONNEL

Accompagné par l'élu de Fléac Claudine Verneuil, l'ancien adjoint aux sports de Philippe Lavaud déboule dans le jeu avec l'approbation, même pas masquée, de militants et sympathisants de gauche, sans avoir sollicité l'appui du PS. « Si j'y vais, c'est parce que des citoyens me l'ont demandé. J'en avais marre d'entendre que le canton était perdu pour la gauche. Ma campagne me ressemble, sur le terrain, auprès d'une équipe jeune et dynamique. Je veux montrer à ces jeunes que l'on peut faire de la politique autrement, sans

en être un professionnel, sans avoir un parti derrière soi. Je n'ai pas vocation à vivre de la politique. »

Originaire de la Grande-Garenne, partageant sa vie professionnelle entre un poste à mi-temps dans l'éducation nationale et un travail dans un commerce d'équipements sportifs, Djillali Merioua a fait de la lutte contre l'abstention son cheval de bataille.

Une abstention censée faire le jeu du Front national. Pour le représenter sur Angoulême 1, le parti de Marine Le Pen a dépêché ni plus, ni

moins que son secrétaire départemental, Christophe Gillet, pourtant élu à Jarnac. « Je n'ai pas de leader sur Angoulême, on a vu ce qui s'était passé pour les municipales (9,29 % pour la liste Martinese). Je suis bien obligé d'y aller, il est indispensable que nous soyons présents dans la préfecture. » Revendiquant un renforcement du rôle de ces départements « que Bruxelles veut faire disparaître », Christophe Gillet part en tandem avec Catherine Meunier, candidate du FN aux cantonales de 2011, sur le secteur de Villebois-Lavalette.

LE PIÉTON

Se plonge dans un éternel débat, celui autour de la piscine. Entre les antis et les pros pôle aquatique des Vauzelles, la guerre fait rage. Michel Adams, fervent défenseur du site existant au cœur du parc François-1^{er}, a noté une réduction des plages horaires des bassins au public l'été. « La piscine ouvrira le 1^{er} juillet au lieu du 15 juin. Elle ouvrirait depuis toujours l'été de 10 à 11 heures pour les cours de natation, et de 11 à 20 heures pour le public, sans interruption. Elle ouvrira désormais de 11 heures à midi pour les cours et de midi à 19 heures pour le public. Pour entraîner une perte de clientèle, une perte de recettes et pour justifier le nouveau complexe ». Dimanche, la piscine d'hiver est fermée au public pour une journée de compétition du club des Dauphins. Encore un argument pour Michel Adam. Ou la preuve que la piscine actuelle est trop étroite pour la municipalité. Ça dépend sur quel bord on se place.

Mas de la Cour-Bellevue : on construit le retail-park



Cette image de synthèse du cabinet d'architectes angoumoisins J & LM donne une idée de l'allure des futures boutiques. PHOTO J & LM

AMÉNAGEMENT La future zone commerciale à l'entrée Est de Cognac prend forme. Les travaux du retail-park (un ensemble de boutiques sans galerie centrale) avancent

OLIVIER SARAZIN

o.sarazin@sudouest.fr

La Charente, son cognac, sa BD et ses zones commerciales ! Celle du Mas de la Cour-Bellevue, à l'entrée Est de Cognac, est appelée à devenir la plus importante du département. Ici, la société d'économie mixte Territoires Charente investit 13 à 14 millions d'euros dans l'aménagement de 40 hectares le long de la RN 141. Mandatée par le Grand-Cognac, elle a réservé 25 ha pour des activités commerciales à Bellevue (tout près du giratoire de La Trache) et 15 ha pour des activités artisanales et industrielles au Mas de la Cour (de l'autre côté de la voie ferrée). Mr Bricolage et Volkswagen furent les premiers à s'installer. Peugeot va bientôt les imiter. Mais après ?

Aujourd'hui, de nouveaux travaux piquent la curiosité des Cognacais. Le point.

1 Combien de boutiques vont-elles s'installer ?

Le 26 septembre 2013, la commission départementale d'équipement commercial (CDA) a autorisé la création d'un ensemble commercial de 14 016 m² composé de deux bâtiments, 18 lots, et 20 à 22 boutiques. Ces commerces seront regroupés dans ce que les spécialistes appellent un retail-park, traduisez un centre commercial sans galerie centrale, au traitement architectural soigné et au parking commun à tous les points de vente.



Le chantier du retail-park s'est accéléré depuis janvier. Les deux bâtiments auront une surface totale de 11 000 m². PHOTO O. S.

La construction du retail-park de Bellevue a débuté en décembre 2014 et s'est accélérée en ce début d'année. Le chantier est mené par la société SCCV Cognac Développement, émanation du promoteur CFA Atlantique, lui-même lié au groupe national Financière Duval (plus de 500 millions d'euros de chiffre d'affaires dans l'immobilier et les loisirs). La livraison des 11 000 m² et des 17 lots en construction se fera entre l'été 2015 et le printemps 2016. Le retail-park se trouve entre l'entrée du magasin Mr Bricolage et la voie ferrée.

Une deuxième tranche (qui n'a pas encore été présentée à la CDAC) est en projet.

2 Connait-on les noms des enseignes ?

Non. Car Territoires Charentes et le promoteur CFA Atlantique font preuve de la plus grande discrétion et se réfugient derrière la confidentialité des affaires. Une cérémonie officielle de « pose de la première pierre » (même si les travaux sont bien avancés) est prévue courant avril, après les élections départementales. Peut-être quelques noms seront-ils alors prononcés.

3 On a parlé d'un hôtel, toujours d'actualité ?

Oui. « Même si ce dossier est un peu en stand-by », répond Bernard Alloir, le directeur de Territoires

Charente. Un investisseur souhaitait ici ouvrir un B & B de 52 chambres pour environ 2,2 millions d'euros. Territoires Charente a répondu qu'il n'était pas raisonnable de construire un établissement de moins de moins de 60 chambres et les deux parties n'ont pas trouvé d'accord. « Quoi qu'il arrive, il y aura une offre hôtelière, mais aussi 5 ou 6 restaurants. Nous avons d'ailleurs de bonnes pistes auprès de 3 ou 4 enseignes. Rien n'est signé mais les discussions sont avancées », poursuit M. Alloir.

4 Le calendrier est-il vraiment respecté ?

Beaucoup en doutent. Même Michel Gourinchas a trouvé que Territoires Charente n'avancait pas assez vite. « L'aménagement d'une ZAC de ce type, c'est six à sept ans et notre concession a été prorogée jusqu'en 2017. Nous ne sommes pas en retard », dit encore M. Alloir.

5 Quoi de neuf chez les professionnels ?

Au Mas de la Cour, des terrains ont trouvé preneurs. Les entreprises voisines Chalvignac, Véolia et Samin s'agrandissent. Par ailleurs, deux sociétés (l'une en lien avec le monde viticole, l'autre avec le bâtiment) seraient sur le point de signer. Enfin, des bassins de rétention et de filtration des eaux pluviales doivent être creusés près de la route de Segonzac, mais les terrains sont occupés par des gens du voyage.

Georges Clot, un compagnon de taille

POLITIQUE Isabelle Lassalle, en scission avec l'équipe départementale du FN, fait cavalier seul mais sait s'entourer

Départementales

Mars 2015

SOPHIE CARBONNEL

s.carbonnel@sudouest.fr

L'homme qui figure sur le tract a une stature, une position, une reconnaissance et une expérience qui ne laisse personne de marbre. Georges Clot, ancien maître de chai de la maison Rémy Martin est le binôme d'Isabelle Lassalle à la course aux départementales sur le canton de Cognac 1. Aujourd'hui, l'ancien maître de chai qui se dit plus Bleu Marine que Front national, n'a jamais délaissé ses premières amours. « Mes idées patriotiques remontent à mon service militaire, raconte-t-il. Sans être jamais encarté, j'ai toujours été attiré par les idées du Front national. »

S'entourer d'un homme d'influences, voilà un bon coup sur l'échiquier pour Isabelle Lassalle. Car même si aujourd'hui l'élue municipale de l'opposition estime ne plus avoir à faire ses preuves, Georges Clot embrasse son rôle de « vieux sage ». « À nous deux, c'est l'expérience du FN et du monde viticole, et l'expérience politique. Nous sommes complémentaires », assure-t-elle.

Apprendre et observer

Suppléant FN de Geneviève Deprecq aux dernières élections cantonales de 2011 à Segonzac, Georges Clot profitait pleinement de sa retraite. La rencontre entre les deux candidats a eu lieu pendant les élections municipales de Cognac. « Alain Leroy (dirigeant historique du FN en Charente de 1988



Isabelle Lassalle et Georges Clot, avec leur remplaçant Jean-Carlos Sitzia. Barbara Vikler, absente, est la 2^e remplaçante. P.L.S.C.

à 2005, ndlr) m'a assuré que Georges était la personne idéale pour créer un binôme », raconte l'élue de Cognac. De son côté, Georges Clot dit « admirer Isabelle Lassalle ». Aucune hésitation pour le retraité. « Je veux m'engager. Je jardinerai moins ! »

Avec ses idées, Isabelle Lassalle montre une fois de plus que le divorce avec l'équipe départementale du FN est consommé. Les dossiers s'entassent dans son appartement. « Être élue municipale, ce n'est pas la même chose qu'être conseiller général. J'observe, je vois ce qu'il ne faut pas faire. » Ne pas faire Chassenon ou le pôle des Vauzelles par exemple, mais « valoriser l'emploi dans les campagnes, l'égalité des services en ville comme dans la ruralité, interdire la construction de grandes zones d'activités, et enrichir l'existant économique et culturel ». « Cognac et le cognac ne sont pas assez défendus au niveau

du Département, note-t-elle. Il y a un potentiel énorme dans la viticulture. Il faut injecter plus d'argent dans les Étapes du cognac par exemple. »

Pas de réunion publique

Pour faire bouger les foules au premier tour, le 22 mars, Isabelle Lassalle et Georges Clot comptent sur leur « regard novateur » et leur notoriété. « Nous ne sommes pas des inconnus et, au niveau local, les gens ne votent pas seulement pour un parti mais pour la personne qui se présente. Nous ne ferons pas de réunions publiques. Les gens savent qu'ils peuvent nous aborder très naturellement. Il faut descendre de son piédestal. »

Georges Clot, lui, ne sera pas présent à Cognac le 22 mars, retenu par une obligation familiale. Néanmoins, il donne rendez-vous à ses électeurs pour le second tour, avec certitude.

Le débat d'orientation budgétaire sous tension



Jean-Pierre Doublet a réagi vivement aux accusations portées à son encontre par Jean-Claude Fayemendie. PHOTOS: B.

Le débat d'orientation budgétaire est venu sur la table du Conseil municipal, mardi soir, dans une ambiance qui était tout sauf sereine. C'est Michel Damy, adjoint chargé des finances, qui a planté la scène financière, point de départ d'un lancé de piques entre majorité et opposition. La commune dispose au 1^{er} janvier 2015 de 708 034 euros, sachant que des restes à réaliser de 2014 sont encore à financer sur le fonctionnement à hauteur de 1,9 million d'euros. « Quatre emprunts sont en cours pour un capital restant dû au 31 décembre 2014 de 2 013 260 euros. Les deux prêts d'un million d'euros contractés l'an passé prendront fin en 2028 », a expliqué l' élu.

La voirie met le feu

« Le budget de la salle festive réglé », les élus veulent désormais se concentrer sur la voirie avec une enveloppe projetée de 420 000 euros. Et c'est justement ce choix tardif qui a ulcéré l' élu d'opposition Jean-Claude Fayemendie qui a évoqué une commune laissée à l'abandon depuis sept ans au détriment du festif et l'absence d'une ligne offensive face à une intercommunalité attentiste sur la voirie communautaire de la commune, citant notamment la rue du commerce « à l'état d'abandon ». « C'était une autoroute de votre temps. Il y a des limites à la mauvaise foi », lui a rétorqué le maire, Pierre-Yves Briand.

Les élus de la majorité ont alors surenchéri. « Qu'avez-vous fait pendant votre mandat ? », a lancé Bernadette Lanceron, bouillonnante. Réplique de l' élu d'opposition : « Je ne sais pas qui s'adresse à moi. » Éric Liaud a mis l'ancien maire face

à sa « politique de thésaurisation jusqu'au-boutiste » avec cinq millions d'euros en caisse « sans investissement réel antérieur ». Jean-Claude Fayemendie avait alors la restructuration des services municipaux en tête. Outre la voirie, une violente altercation a surgi entre deux questions diverses. L' élu d'opposition a reproché son manque de correction à Jean-Pierre Doublet, conseiller délégué. La température est montée d'un cran. « Où et quand ? Je ne suis pas un jeunot. Je vous connais depuis 1977 », a répondu, effaré, l' élu majoritaire qui n'en saura davantage malgré une seconde confrontation.

« Pitié pour vous »

Un vent d'accalmie a semblé souffler sur le conseil lors des questions diverses, à l'évocation du Syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de l'agglomération de Cognac (Sieaac). L' élu d'opposition a salué le professionnalisme de sa présidente, Dominique Petit. La faible pression mesurée dans le quartier des Vauzelles et de l'échassier va être palliée par l'installation d'un surpresseur. Puis l'attaque est venue du maire, Pierre-Yves Briand, qui voit « une question diverse en ovation à monsieur Fayemendie ». Et à l' élu d'opposition de commenter : « Franchement vous êtes médiocre. J'éprouve politiquement une certaine pitié pour vous. »

Un point, à l'initiative de l'opposition, parviendra finalement à concilier les deux parties quelques instants : la rédaction d'une motion pour dénoncer la dégradation du service postal.

Sandra Balian

Europass, un ticket pour la mobilité



Une ouverture vers la mobilité pour les 14 élèves du lycée Jean-Monnet. PHOTO DR

Lundi soir, 14 élèves du lycée Jean-Monnet ont reçu leur Europass, un diplôme d'ouverture vers le monde. Ce dispositif leur permet aujourd'hui de constituer un CV Europass, conçu pour répondre aux besoins des recruteurs européens et faciliter la recherche d'emploi ou de stage à l'étranger. Les 14 jeunes ont ainsi

passé cinq semaines à l'étranger à l'automne dernier. Six d'entre eux se trouvaient en immersion dans des familles à Bourne-mouth en Angleterre. Huit autres étaient à Barcelone en Espagne. Lundi soir, ils avaient tous préparé une présentation orale de leur séjour. Le lycée Jean-Monnet bénéficie de cette option facultative de mobilité européenne.

Stage d'entreprise à la BA 709

Dans le but de faire découvrir la base aérienne 709 et de sensibiliser à la défense, chaque mois, une classe de CM2 d'une école du territoire participe à la montée de couleurs avec l'ensemble des militaires. Vendredi, à 13 h 15, 28 élèves de Sigogne seront accueillis. Au sein des participants, 16 collégiens de classes de 3^e en stage de découverte du monde professionnel, seront aussi présents.

La base signe chaque année des conventions avec les établissements scolaires pour accueillir des stagiaires. Ainsi, ils peuvent découvrir plusieurs secteurs et métiers comme les commandos maîtres-chiens, les pilotes, mais aussi, les contrôleurs aériens ou les pompiers.

125745

CHERVES-RICHEMONT CHATEAUBERNARD

M. et M^{me} Jacques COLLIN
et leurs enfants et petits-enfants,
les familles RETAIL,
CHAPRON, GARNIER,
très touchés
par les marques de sympathie
que vous leur avez témoignées
lors du décès de

M^{me} Edith RETAIL,
née THUILLE,

vous prie de trouver ici l'expression de
leurs sincères remerciements et tout
particulièrement M^{me} Madeleine Rat et
Jean Pierre, son compagnon, M^{me} Moni-
que Geay et Odette De-Clercq.

AML PF, marbreries charentaises,
Cognac-Jamac, (ancienne rue de Pons),
tél. 05.45.82.41.05.